

cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

1,2 million de travailleur.euse.s , soit 4 sur 100, ont un 2e emploi. Une proportion identique à la moyenne européenne. 2/3 d'entre eux sont des femmes et moins de 30% le font en « indépendant ». Et l'on ne compte pas les étudiant.e.s salarié.e.s...

Les entreprises coopératives françaises représentent 25% du chiffre d'affaires du top 100 mondial des coopératives, selon une étude réalisée pour Coop FR par Olivier Frey, économiste et spécialiste des coopératives, en Février dernier.

Agenda militant

14 et 15 mai 2022

Journées art & poésie au jardin ! Saint-Sixte (Merlas - 38620)

Avec entre autres [Luc Quinton](#)

Samedi 21 mai



Anniversaire de la Commune de Paris
Rassemblement festif sur La Place des
Fêtes de 10 h à 14 h 30
puis manifestation jusqu'au Père Lachaise

Et maintenant que faire ?

Que faire après cette élection présidentielle reproduisant la finale de 2017 dont 4 français sur 5 ne voulaient pas.

Malgré le grand tapage médiatique, 15.8 millions d'électeurs se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul au 2eme tour. 41% des votants Macron déclarent ne pas adhérer à son projet ; la présidentielle apparaît chaque fois plus mortifère pour la démocratie, les partis traditionnels sont dépassés... Pierre Ducrozet dans Libération écrit : « il y a quelque chose de délétère dans cette démocratie, une odeur de fin de règne ».

A l'évidence, pour la grande majorité de nos concitoyens, la réélection bien orchestrée du président n'ouvre aucun espoir de sortir de la crise globale qui s'accélère et qu'ils subissent durement.

Et l'inquiétude est grande car le pire peut arriver.

La droite toujours plus dure se réorganise autour de Macron vers qui convergent LR et PS en mal de reclassement. Sa porosité avec l'extrême droite se confirme sous forme de débauchage et de récupération d'idées.

Les jeunes de 18 à 34 ans se sont abstenus à près de 45% (Ipsos) et comme ils ne sont pas aussi dépolitisés que ça (climat, solidarité...) cela traduit aussi une contestation de l'ordre établi. Beaucoup se sont saisi du vote Mélenchon perçu comme le seul utilisable pour dire quelque chose : 18/24 ans 31%, 25/34 ans 34%. Les mouvements étudiants et lycéens clamant leur colère devant le non choix du 2eme tour, est significatif, au-delà des controverses ils expriment souvent le refus de l'ordre capitaliste. Il y a semble-t-il, notamment dans la jeunesse, un potentiel de luttes et de construction politique porteur d'avenir.

Parallèlement, l'accord au sommet des appareils à gauche nous pose la question de ne pas en rester à ce stade et de tout en attendre. Mais, partant de cette réalité nouvelle, se pose comment, partout où c'est possible, peut s'organiser des assemblées citoyennes qui accentuent les mesures porteuses de dépassement des logiques capitalistes et font que les futurs élus ne se considèrent pas indépendants de ces constructions.

Il faut nous en saisir pour construire sur le temps long, à partir des urgences. L'expérience nous montre qu'il est vain de courir d'une élection à l'autre avec des stratégies à géométrie variable pour chaque échéance.

Ces espaces, ou ces collectifs, doivent s'inscrire dans la durée, œuvrer à décroquer et libérer la vie politique, faire le lien entre la politique et les luttes sociales, environnementales, sociétales ... ●

Alain Lacombe



Birmanie : l'autre guerre



Le 1^{er} février 2021, l'armée birmane s'est emparée du pouvoir, clôturant 10 années de démocratie relative. Dans un premier temps, un vaste mouvement de désobéissance civile se développe (manifestations, grèves dans les entreprises...) avec comme toujours la puissance de l'imaginativité d'un mouvement populaire. Exemples : pour soutenir les travailleurs, une caisse de grève est alimentée par une loterie clandestine, la société birmane officielle des jeux ne vend plus un seul billet. L'armée détient la plus fameuse entreprise de bière ; ses bouteilles sont boycottées, la société annonce sa faillite. Mais

les manifestations pacifiques massives contre la nouvelle junte militaire en place sont sévèrement réprimées. Cette sanglante répression n'a pas laissé de choix à l'opposition qui s'oriente alors vers la résistance armée en liaison avec certaines guérillas ethniques installées de longue date. La Birmanie ou Myanmar (55 millions d'habitants) compte en effet 130 minorités ethniques avec leurs langues et leurs cultures propres qui ont été historiquement opprimées par les pouvoirs centraux et ont développé leur propre instrument militaire de résistance. À la suite du coup d'État, un gouvernement d'unité nationale en exil s'est formé qui organise la résistance, y compris armée, à la junte et se prononce en juin dernier pour une « Union fédérale et démocratique... où les différents groupes ethniques appartenant au pays puissent vivre en paix... Les individus membres des différents groupes ethniques natifs de l'Union doivent pouvoir jouir pleinement des droits individuels qui sont la prérogative de chaque individu et des droits collectifs qui sont les droits des groupes ethniques ». Une rupture avec la conception « jacobine » qui dominait dans l'opposition. Ce même gouvernement en exil se déclare également en juin 2021 « parfaitement conscient des violences et des flagrantes violations des droits humains infligées aux Rohingyas » et promet réparations. Ces prises de position sont essentielles pour un dénouement démocratique car elles rompent avec les ambiguïtés voir la culpabilité de Aung San Suu Kyi dans la persécution et massacres des Rohingyas, mais qui reste, cependant, pour de nombreux Birmans une icône de la résistance.

Depuis le coup d'État, plus de 2 000 personnes, dont des femmes et des enfants, ont été tuées et au moins 12 800 emprisonnées. Des villages sont bombardés, des opposants torturés. Le bilan s'alourdit de jour en jour. L'armée a également subi de lourdes pertes. Des officiels du régime sont abattus.

Le mois dernier des Birmans se sont rassemblés pour soutenir l'Ukraine. Comme leurs frères et sœurs syriens, ils dénonçaient « le même tueur » : la Russie qui soutient activement la junte, comme la Chine et la Serbie, et lui fournit son armement (avions de combat, missiles, obus et autres munitions...). Le 28 février dernier, quatre jours après l'agression russe, un représentant du membre du Comité de grève du mouvement démocratique (Dawei), déclarait dans une vidéo « Nous nous inspirons de la guerre de l'Ukraine pour la défense de la démocratie. Comme eux, la révolution du printemps du Myanmar [Birmanie] continuera à se battre pour notre liberté jusqu'à ce que nous gagnions ». Derrière lui, un groupe de jeunes militants tenait des pancartes sur lesquelles on pouvait lire « Gloire à l'Ukraine » et « Poutine doit échouer ».

● PATRICK LE TRÉHONDAT

Réseau syndical international de solidarité et de luttes



International Labor Network
of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG

@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttes

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والجهاد

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e de Lutas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

Du 21 au 24 avril, 200 militantes et militants mandatés par des organisations syndicales de différents pays des Amériques, d'Afrique, d'Europe et d'Asie se sont réunies à Dijon, pour la 4^{ème} rencontre¹ du Réseau syndical international de solidarité et de luttes. Lancé en 2013, sur l'initiative de CSP-Conlutas (Brésil), CGT (Etat espagnol) et Solidaires (France), ce Réseau regroupe une centaine d'organisations : des structures nationales interprofessionnelles, mais aussi des fédérations, des

syndicats locaux et des tendances ou courants syndicaux. Comme l'indique le manifeste qui fonde l'adhésion au Réseau, il s'agit de « renforcer, élargir, rendre plus efficace, un réseau du syndicalisme combatif, de luttes et démocratique, autonome, indépendant des patrons et des gouvernements, anticapitaliste, féministe, écologiste, internationaliste, construisant le changement par les luttes collectives, combattant toutes les formes d'oppression (machisme, racisme, homophobie, xénophobie, etc...) ». La coordination par secteurs professionnels, le travail commun sur des thèmes transverses (autogestion et contrôle ouvrier, féminisme, anticolonialisme, criminalisation des mouvements sociaux, migrations), la solidarité concrète aux luttes et contre la répression, sont le socle des activités du Réseau. Il s'agit « seulement » de faire pour les activités internationales ce qui est aussi indispensable aux plans local et national : du syndicalisme ancré dans les réalités quotidiennes et ouvrant vers l'émancipation sociale, par une transformation radicale de la société.

● CHRISTIAN MAHIEUX

1. Tous les textes sont disponibles sur le site du Réseau : www.laboursolidarity.org

École Pasteur à Saint-Denis : l'ordre Blanquer

Inquiétude et colère dominant depuis quelques jours au sein de l'école primaire Pasteur. La communauté éducative fait face à une décision brutale, inédite : la mutation d'office de six enseignants à l'issue des vacances ! Depuis des années, les 19 enseignant.e.s avaient élaboré un mode de fonctionnement collectif, et s'étaient habitués, les parents et les enfants avec eux, à cette collégialité. A l'occasion du changement de direction, l'Éducation Nationale a nommé une directrice, visiblement mandatée pour remettre de « l'ordre » ; le maître-directeur, version dure.

Bien des projets sont nés dans cette école, Parents, communauté scolaire et enfants ont de longue date tissé des liens entre eux et avec ce quartier populaire. Le lancement d'une « procédure administrative » ne peut « justifier » qu'un tiers des enseignant.e.s soit sanctionné. En l'absence de faute professionnelle, rien ne justifie de se débarrasser d'enseignants reconnus pour leur travail et fidèles à leur poste depuis des années.

Au passage, c'est aussi la syndicalisation des enseignant.e.s qui est mise en cause. Une large mobilisation de soutien se construit : mouvement de grève, pétition, solidarité qui s'organise, manifestations ; mais les ordres de mutations sont arrivés la veille des vacances... Quant au maire (PS) de la Ville, il s'est affligé d'un communiqué de soutien à l'Éducation Nationale. Sans doute une proximité dans les méthodes de sa municipalité et de cet État... Cette répression pourrait bien n'être qu'un premier exemple de l'ordre dont rêve Blanquer dans l'Éducation Nationale et d'une extrême droitisation de sa conception « républicaine ».

● PATRICK VASSALLO

[Pétition à signer](#)

[Le blog de Saint-Denis](#)



Marche pour le futur, Paris 9 avril 2022 ©Frédérique Le Brun

Gauche, les germes d'une renaissance

Après les élections présidentielles et dans le contexte de préparation des élections législatives, n'est-ce pas le moment de réinterroger la façon dont le mouvement social s'empare de l'alternative politique ? Ces dernières années, dans son activité concrète il indique les voies d'une dynamique émancipatrice. Déjà dans la réalité il s'est saisi dans ses différentes formes de beaucoup des questions soulevées pour le renversement du capitalisme.

De pandémie en guerre russe, le capitalisme mondialisé lui-même est en crise profonde. Les rapports au travail sont autant bouleversés et réinterrogés que les rapports de production et d'échanges à travers la planète. Il nous faut donc revenir sur ces moments fondateurs -ou révélateurs- qui ébauchent une issue (de secours) pour la gauche de transformation sociale. Le dossier sera consacré à ces luttes qui sont des savoir penser et faire. Sur quels points d'appui produire des propositions politiques? Dans cette phase de lutte des classes, quelles mobilisations populaires? Peut-on oser l'objectif ambitieux d'en tirer les premières conclusions pour l'élaboration d'une dynamique d'émancipation de notre époque?



Marche pour le futur, Paris 9 avril 2022 ©Frédérique Le Brun

Un espace à occuper ?

Les manifestations du 1^{er} mai ont rappelé au président Macron fraîchement réélu, combien sa victoire à la Pyrrhus ne consistait en aucun cas un frein au développement des luttes. Des cortèges syndicaux dynamiques, des composantes féministes motivées, des personnes sans papier et leurs soutiens mobilisés, et autres mouvements ont arpenté les rues de nombreuses villes en France. Comme tout au long de la campagne des élections présidentielles, les luttes ont continué à se développer.

La crise démocratique qui s'accroît et l'éventualité que Macron ne dispose pas de majorité pour gouverner ouvre un espace qui doit nous inciter à réinterroger la façon dont le mouvement social s'empare de l'alternative politique.

Bakoly Razafindrazaka, militante féministe et soutien aux personnes exilées, Vincent Prémey responsable syndical et animateur du groupe Aplus-soc ([Arguments pour la lutte sociale](#)), Jean Noviel et Martin Riffard militants d'Attac ont bien voulu se prêter à l'exercice du débat avec Pierre Zarka et Catherine Destom-Bottin de l'équipe de rédaction

de *Cerises*, pour analyser à partir des luttes en cours ou récentes ce qui fait obstacle et ce qui est prometteur, ce que nous avons appelé en d'autres termes les germes d'une renaissance.

Ce que fait Patrick Le Tréhondat de son côté qui plaide pour bousculer les habitudes idéologiques passées et mieux saisir les processus prometteurs du mouvement des Gilets Jaunes.

Quant à elle, Fanny Gallot militante féministe, plaide pour sortir de la hiérarchisation entre le social et le politique, et propose une nouvelle articulation.

Christian Mahieux explore les pistes syndicales d'une possible nouvelle unification.

Enfin Daniel Rome et Catherine Destom-Bottin reviennent sur la séquence électorale des élections présidentielles.

Ont participé à la construction du dossier : Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Pacco, et Patrick Vassallo. ●

Affirmation de soi et quête de commun

Les questions d'identité, de reconnaissance renvoient plus largement à un fondement du « faire société » : quel respect de la (des) personne(s) et du (des) collectifs à partir desquels on peut construire du commun ?

Pour **Pierre**, chaque mouvement qu'on appelle social est en même temps le moyen pour les participants de faire reconnaître leur identité sociale : les femmes, les migrants, les salariés d'une entreprise, les habitants de pratiques alternatives, nombre d'activistes écologiques, des militants anticapitalistes... Or parallèlement selon lui, le système politique dans lequel on vit est mort, pas seulement parce que plus de 14 millions de personnes se sont abstenus ou ont voté blancs ou nuls au premier tour. Mais parce qu'à la différence des années soixante, l'identité sociale ne trouve pas son expression politique.

L'hypothèse que fait **Pierre** est que le champ politique défini par les partis n'offre plus le moyen d'être. Selon lui, la recherche de radicalité n'exprime pas seulement un choix politique mais une affirmation de soi, de son identité de classe. Comment alors cette quête de reconnaissance de soi pourrait se faire reconnaître ? Comment faire que l'identité de classe passe au politique ?

Identité ou intérêt commun ?



Selon **Bakoly**, les dominations entravent les personnes moins rodées aux organisations, les femmes ou les personnes racisées en particulier, lesquelles organisations sont sur de vieux schémas et sont dépassées. Elle réagit à propos du concept d'identité. « Je le comprends et en même temps je ne peux pas l'accepter dans des termes politiques. Il a été exposé que l'on s'identifie au mouvement dans lequel on est et, du coup, je ne sais pas où est passé le concept d'intérêt. Comment défendre ses intérêts ? Comment au sein d'un groupe a-t-on des intérêts communs ? Peut-être qu'il y a une identité commune derrière mais il s'agit plutôt de se reconnaître comme un mouvement qui a des intérêts communs. Il est vrai que dans le milieu militant d'aujourd'hui le concept d'identité est beaucoup plus développé. Les combats qui ont été développés dans le mouvement féministe, par exemple, sur l'analyse des dominations

racistes, dans une militance assez récente et toutes les études féministes partant de la militance anti-raciste, ces combats interrogent aussi les identités. En fait d'où on parle pour moi c'est très marxiste, très matérialiste, le « d'où on parle » n'est pas forcément identitaire ».



Vincent est enseignant. « Je suis confronté à des lycéens de centre-ville qui ont des problèmes existentiels tout à fait justifiés, majeurs face à l'avenir : quel est le monde qu'on veut avoir, est-ce que ça vaut le coup de faire des enfants dans ce monde ; c'est ça les problèmes qui se posent à nos élèves et, à un moment ou un autre, ça doit se traduire sous une forme d'intervention politique active. Je pense que le devoir, enfin la méthode la plus importante pour des militants comme nous, c'est d'apprendre à laisser parler les gens à les écouter, à faire qu'ils écoutent et qu'il en sorte quelque chose. On peut avoir des mouvements sociaux réussis quand ça démarre de cette façon-là et quand les gens mobilisés produisent eux-mêmes leurs propres actions ».

Pour **Catherine** des luttes antiracistes, décoloniales, ou féministes ont échoué quand elles étaient seulement idéologiques ; elles semblent mieux réussies aujourd'hui où elles sont portées par la quête d'identité des personnes concernées. « J'ai bataillé pendant 30 ans au sein du PCF pour que le parti décrète l'esclavage comme un crime contre l'humanité, et j'ai échoué... Et voilà qu'il se passe des choses intéressantes en 1998 : un petit groupe d'antillais cherchent à retrouver le nom qui leur a été donné au moment de l'abolition. Ce mouvement est parti de la tentative de retrouver l'origine du nom de chacun de nous. J'ai toujours conservé cette image : ce qui était complè-

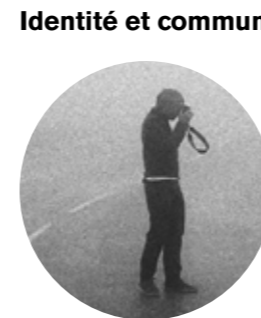
tement impossible dans mon parti est devenu possible parce que les gens se sont préoccupés de leur identité et cela passait par le fait de mettre à jour cette question de l'esclavage ».



Marche pour le futur, Paris 9 avril 2022 ©Frédérique Le Brun

De même sur la question du foulard : « Je me suis faite incendier dans mon parti à l'époque, quand j'affirmais qu'il fallait laisser aux femmes le droit de mettre ce qu'elle voulait sur leur dos et sur leur tête et qu'on n'avait pas à leur expliquer ce qu'elles devaient faire. Elles ont en partie gagné, elles créent des organisations de femmes voilées qui entendent être féministes, qui entendent se battre y compris pour leurs enfants à l'école du quartier... je suis absolument convaincue de la nécessité de parler pour soi et son identité pour entrer en bataille contre ce qui nous empêche d'être nous-même ».

Identité et communauté



Jean évoque l'appartenance de classe, de territoire, l'appartenance, syndicale, salariale ; ainsi ses grands-parents ont fait toute leur vie dans une seule ville, et étaient attachés à une communauté. Aujourd'hui, dit **Jean** « le néolibéralisme nous éclate entre individus, il va jusque dans nos corps pour immiscer des

vaccins et des formes de pass, et de ce qu'on voudra, en tous cas, jusqu'à la transformation de la compétitivité permanente entre individus. C'est-à-dire qu'on crée les individus qui doivent s'adapter en supposant que les surnuméraires sont des espèces de rejets du système, ils suivront pour ceux qui peuvent et les autres ne suivront pas ». Aussi **Jean** soutient tous les mouvements des personnes racisées, des LGBT, des femmes... mais s'interroge. « Comment peut-on donner une envie séduisante de lutte qui fasse corps tous ensemble, en fait, qui fasse mouvement ensemble ? ».



Pour **Martin**, l'atout des Gilets Jaunes, c'est qu'au départ, ils n'étaient pas politisés. « Ce qui était possible avec les Gilets Jaunes qui se sont d'abord rassemblés contre quelque chose et qu'ils ont fini par politiser leurs mouvements en proposant des choses comme le RIC, pour moi ils ont réussi ça, parce que c'était des gens qui n'étaient pas politisés ».

des gens qui n'étaient pas politisés ».

Politisés au sens politiques sans doute... mais peut-on dire que les Gilets Jaunes n'étaient pas politisés quand leur cible se concentrait sur Macron ? ●

De soi aux communs, autogestion d'une perspective

La (re)construction d'une dynamique et d'un projet politique ne peut que partir de collectifs locaux (ou sectoriels?), d'une autogestion « à la base » de la chose publique, en tout ou partie, et se bâtir en rhizome à partir de là, « d'où on parle » comme mise en dynamique, en germination d'une part d'identité pour aller vers du commun.

Pour **Jean** qui gravite dans plusieurs structures associatives en région parisienne, « la politique néo-libérale a réussi son pari de constamment atomiser les masses sans consentement mutuel », et « dans cette atomisation, il y a toute une série de formes, de groupes qui émergent sur des appartenances locales, sur des sujets très précis. Il y a eu les Gilets Jaunes, c'était une forme de renoncement à ce consentement familial ». On dit « Stop, ça suffit » alors même que « l'identité sociale ne trouve pas son expression politique », rendant impuissantes ou néfastes les formes politiques et institutionnelles pour **Pierre**, qui participe à un Conseil d'habitants dans le village où il habite. Comment s'investir, alors ? « Je n'ai pas en tête que nous fondions nos mouvements les uns dans les autres mais chacun de ces mouvements n'a-t-il pas potentiellement deux dénominateurs communs ? - Qui doit décider de notre sort ? - Qui doit tenir les rênes dont nous dépendons ? ».

Jean indique qu'énormément de jeunes sont « impliqués dans des formes de désobéissance civile, de désarmement, de renoncement à des structures officielles de représentativité ou de représentation ».

Et d'illustrer par cette expérience au printemps maraîchin dans les Deux-Sèvres : « 7000 personnes se sont rassemblées contre la privatisation de l'eau et du vivant en général, à l'appel de la Confédération paysanne et d'autres organisations (Greenpeace, Attac, les Amis de la Terre, etc). Il y avait énormément de jeunes qui étaient là qui viennent des ZAD, d'Agro-Paris-Tech, qui viennent de tous horizons et qui sont extrêmement remontés ».

Construire un avenir maîtrisé, doit-il commencer par « se reconnaître comme un mouvement qui a des intérêts communs » ? dit **Bakoly**. « Par une reprise en main du mouvement citoyen » pour **Jean**.

Bakoly insiste sur « d'où on parle, pour moi c'est très marxiste, très matérialiste, le d'où on parle n'est pas forcément identitaire » et salue cet espoir de « partir des différentes dominations, en se disant aussi qu'il y a des productions de dominations autre qu'économiques. Je trouve que dans nos luttes, dans les miennes, c'est ça qui est intéressant. La question d'où on parle avec les intérêts de classe et que souvent on peut interroger quand on est racisé (j'utilise le mot racisé socialement), quand on porte sur notre nom, sur notre figure les stigmates d'un racisme possible et intégré de manière systémique, quand on parle à partir de cet

endroit-là, on se pose la question : est-ce que je suis dans mon camp social ? ». Et donc « comment dans les organisations, réinterroger la place qu'on fait aux gens qui débarquent, et qui ont dans leur construction de pensée toutes ces réflexions intersectionnelles quand bien même ils n'auraient pas été formés ».

Ouvrir une perspective doit parler à « la réalité des gens, à la réalité des agressions » et « faire la jonction entre les femmes exilées, les femmes racisées de banlieue, des prolétaires pour défendre nos intérêts particuliers, pas identitaires, nos intérêts particuliers et faire évoluer l'ensemble des questions militantes à partir de ces réflexions-là, et oui, nous on a très envie d'aller prendre le pouvoir, parce qu'on se dit qu'il n'y a personne d'autre que nous qui le ferons. »

Ce que **Vincent**, responsable à la FSU, complète par le souci de « reconstituer le tissu d'expression des intérêts et des identités pour reprendre ce (...) qui avait pu être auparavant celui des organisations traditionnelles de la gauche ».

Cependant « y aurait (-il) un espèce de mur invisible à surmonter qui traditionnellement sépare les luttes sociales de tous ordres ; luttes de classe et luttes d'opprimés et luttes de toute sortes et l'ex-

pression politique institutionnelle ? Les Gilets Jaunes par exemple ont tenté alors avec maladresse de crever cette muraille invisible en abordant les questions institutionnelles, les questions de la forme de la démocratie, de la forme de l'État et donc aussi de la forme du fonctionnement de nos organisations »

Catherine salue « cette volonté que se rassemblent les bonnes raisons de lutter ensemble ». **Martin**, jeune militant, constate « des luttes, il y en a à tous les coins de rue, qui plus est en région parisienne ».

Ce mouvement plus fort que la vie institutionnelle au sens où d'après **Vincent** « entre ça et les mouvements sociaux, qui ne se sont pas arrêtés, y compris les luttes de classe pour les salaires qui ont continué tout au long de l'élection présidentielle, et les revendications de tous les opprimés. Il faut effectivement que dans toutes les luttes sociales, il y ait des formes qui permettent à tout le monde de dire les oppressions diverses, elles ne doivent pas s'entrechoquer. La volonté d'émancipation c'est le fait de faire que tout cela s'additionne sans s'annuler, en une force pour aboutir à quelque chose ». Mais aussi que « l'auto organisation locale, évidemment c'est essentiel mais ça ne se réalise pas pleinement si ça n'aborde pas la question du pouvoir et de la forme politique au niveau de l'État et même au niveau de la communauté des États, au niveau international ».

Cette dimension locale n'empêche pas qu'« aujourd'hui, les marches climat, la jeunesse, le mouvement XR... ce sont des choses qui font un peu consensus ou en tout cas qui font appel à des mouvements massifs où il y a des gens de tous horizons ».

Faire donc rhizome avec tout cela ?

Pour **Pierre**, « Construire de vrais projets par les intéressés.c'est comme



Marche pour le futur, Paris 9 avril 2022 ©Frédérique Le Brun

un puzzle, personne ne peut prétendre tout savoir : chacun.e en a une pièce et on voit comment les rabouter. » En entendant ces « jeunes qui ont refusé de voter, au mouvement des lycéens et étudiants, se réclamant explicitement de l'anticapitalisme, disant « nos rêves ne tiennent pas dans vos urnes » et se réclamant de l'héritage de 1968 ».

Vincent souligne que « les rapports so-

ciaux sont tels que les gens atomisés, avant qu'ils se soient réunis dans une lutte peuvent difficilement avoir des propositions » mais que « la question de la prise du pouvoir, elle va de la personne qui se réunit avec d'autres », « cette capacité à instaurer une constituante de l'intérieur » même d'institutions.

Tout un programme.... ●

Du « contre » au « pour »

Les mobilisations de masse, les grands mouvements créent des rassemblements d'une nature nouvelle, qui dépassent les clivages et habitudes, qui « transcendent ».

Jean évoque les mouvements liés aux "Soulèvements de la terre". Il y voit énormément de jeunes impliqués dans cette action politique indépendamment de quelque parti que ce soit et impliqués dans des formes de désobéissance civile, de désarmement, de renoncement à des structures officielles de représentativités ou de représentation. **Martin** a participé au rassemblement contre les bassines dans les Deux Sèvres. Ce regroupement de gens qui venaient d'horizons très différents de la gauche, l'a beaucoup impressionné : « *c'est intéressant de les voir tous ensemble, ce fut un très beau week-end de lutte, pour dire non à quelque chose et c'est plus facile de rassembler du monde pour dire non à quelque chose* ».

Vincent fait part de son expérience en zone rurale : « *Sur le plan syndical depuis des années, je suis amené à batailler contre des fermetures de classes, de divisions dans des collèges dans les zones rurales. Je me rends compte que ce sont les coins qui ont voté Le Pen dont je fréquente la population et forcément, il y a des gens qui sont venus à des rassemblements contre des fermetures de classe un jour ou l'autre et qui ont voté Le Pen, c'est mathématiquement obligé. Il y a là tout un tissu de gens qui à certains moments se mobilisent de manière défensive au départ, puis pour la défense des services publics de proximité en milieu rural. Dès qu'ils se mobilisent, quelque chose d'autre se construit qui tend à surmonter cette barrière* ».

C'est dans ces mouvements que devient possible le passage du contre au pour, et qu'un processus de réappropriation de la politique peut se construire.

Vincent revient sur la lutte des Gilets Jaunes : « *Tout à coup, il y a des millions de types qui se rassemblent contre une*

hausse du prix du gasoil et alors une fois qu'ils sont rassemblés, c'est autre chose. Les rapports sociaux sont tels que les gens atomisés, avant qu'ils se soient réunis dans une lutte, ils peuvent difficilement avoir des propositions, ou du moins, s'ils en ont, c'est complètement éclaté, ou ils ne vont pas oser les dire. Donc les mouvements au départ sont des mouvements « contre » et puis ils deviennent des mouvements « pour » quand ça s'approfondit. Ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas réfléchir à l'avance sur la visée évidemment, il faut mener cette réflexion, mais à grande échelle c'est comme ça que ça se passe ».

Pour **Martin** ce passage du mouvement « contre » au mouvement « pour » ne se fait pas facilement : « *Il faudra trouver des formules pour rassembler pour dire oui à quelque chose, cela a beaucoup plus de force que de dire non, mais effectivement le non rassemble plus facilement. L'équation est là, il faut trouver le même rassemblement pour des projets politiques communs* ». Ainsi le projet de sécurité sociale alimentaire que **Martin** considère comme émancipateur, ne fait pas consensus au sein de la « gauche ».

Pour **Jean** il s'agit de : « *redonner du désir dans la politique c'est-à-dire arrêter de déléguer systématiquement à des gens qui ne sont pas plus experts que nous. Ils en ont fait un métier, et ça c'est catastrophique. Le vrai problème, il se pose là. C'est comment on peut redonner du désir dans les luttes, comment faire pour que ces luttes ne soient pas seulement identitaires, même si, autrefois elles avaient une identité* ».

Pour **Bakoly**, ce processus d'appropriation nécessite que les dominés puissent être acteurs, actrices de leur émancipation : « *Quand on ne laisse pas la place à des gens au sein de nos mouvements sociaux pour qu'ils s'approprient eux-mêmes le combat, forcément on a des idées toutes faites sur comment cela doit se passer la révolution, et c'est peut-être là où on se trompe vraiment* ».



Marche pour le futur, Paris 9 avril 2022 ©Frédérique Le Brun

Pierre considère que les partis font obstacle à ce processus d'appropriation. Pour lui, « *investir le champ des solutions implique de ne pas déléguer aux partis qui resteront sourds et de viser à se transformer ensemble en force de pouvoir. Construire de vrais projets par les intéressés c'est comme un puzzle, personne ne peut prétendre tout savoir : chacun.e en a une pièce et on voit comment les rabouter. Cela ne veut pas dire qu'on sera tous d'accord mais dans ce cas le désaccord est fécond : il pousse chacune et chacun à réfléchir à pourquoi il y a désaccord et comment peut-il être dépassable* ».

Pour **Bakoly** « *il y a comme un confit générationnel. Les partis en place, les grosses associations, les syndicats fonctionnent sur des schémas d'organisation qui sont issus de vieux concepts ou qui ne se réinterrogent pas, et ne prennent pas en compte toutes les avancées qui ont été faites dans des combats à la jonction d'énormément de dominations (ce qu'on appelle l'intersectionnalité). Ce qui fait que par exemple quand je vais dans un syndicat ou dans un parti politique souvent j'ai envie de partir en courant, parce que je vois se répéter des formes d'organisation qui sont toujours les mêmes et ce n'est pas forcément sur des vieilles organisations, je le vois aussi dans les milieux autonomes qu'on a ici à Rennes, des formes d'organisation qui sont autour d'hommes qui prennent tout l'espace, qui ne donne pas envie de s'y inclure, parce qu'il y*

a besoin de se battre pour l'intégrer, alors que simplement on est là et on veut avoir notre place ».

Mais pour gagner les revendications, il est nécessaire de ne pas faire l'impasse des moyens, comme l'appropriation sociale des moyens de production.

Pierre pose la question « *Qui doit tenir les rênes dont nous dépendons ? Les actionnaires du CAC 40 qui viennent de recevoir 100 milliards de dividendes ou la nécessité d'utiliser l'argent pour répondre aux besoins humains ?* ».

Vincent lie la question du pouvoir et celle de la propriété. « *La démocratie pour que les gens décident eux-mêmes réellement, et que les élus ne soient pas des gens qui soient coachés par des cabinets d'experts. Lesquels ne font rien puisque le vrai pouvoir est ailleurs. Les élus doivent être pleinement responsables et donc soit révocables, soit « mandatables ». Et en même temps il faut que les sujets sur lesquels intervient le pouvoir politique touche à la propriété. Ça ne veut pas dire exproprier le boulanger du coin, ça fait longtemps que tout le monde est revenu d'une idée pareille, mais par contre, ça veut dire contrôle social des mouvements de capitaux, des grands investissements, et pour faire face aux questions écologiques, ça passe par des décisions collectives* ». ●

1^{er} Mai à Rennes

Une contestation féministe éminemment politique

Dans la campagne électorale de 2022, comme depuis une dizaine d'année, la droite et l'extrême droite ont surfé sur la vague féministe en stigmatisant notamment les hommes racisés des classes populaires dans ce que l'on analyse comme des discours fémonationalistes, pour lesquels la Nation protégerait « ses femmes ». De son côté, la gauche anti-libérale dans son ensemble ne donne pas une place centrale aux aspirations féministes qui ont pourtant marqué la dernière période.

La candidature de Sandrine Rousseau à la primaire d'EELV est alors apparue comme une opportunité pour de nombreuses féministes : du fait de son implication dans le procès Baupin et ses interventions répétées sur les violences sexistes et sexuelles et les inégalités de genre, elle a représenté un véritable espoir féministe, alors même que son discours pouvait présenter des contradictions.

A ce stade, l'ensemble des féministes ne se sont pourtant pas rassemblées derrière une candidature, à l'image du mouvement féministe actuel qui constitue bien plus une nébuleuse marquée par des tensions et des désaccords qu'un groupe unifié. Pourtant, des embryons de structuration se dessinent. La coordination féministe rassemble des dizaines de groupes féministes locaux ; les inter-

syndicales femmes nationales et leurs déclinaisons locales s'impliquent désormais dans la construction de la grève féministe.

Stratégiquement, il est vain et, au fond, injustifié, de tendre vers une homogénéisation des revendications : il s'agit plutôt de réunir les conditions pour permettre aux femmes et aux minorités de genre de se mobiliser ensemble, sans que personne ne se trouve exclu du mouvement. Au-delà, la contestation féministe actuelle porte une mise en cause radicale de la façon dont les partis politiques se sont forgés dans l'histoire, dans le fond et dans la forme. Pour ne plus être supplément d'âme, un adjectif qu'on ajoute pour être politiquement correct, le féminisme doit être au cœur de notre projet d'émancipation comme il s'invite dans

l'ensemble des mouvements sociaux récents, des gilets jaunes à la grève contre la réforme des retraites.

Longtemps, la gauche radicale a considéré qu'elle constituait un débouché politique pour les luttes, établissant finalement une hiérarchisation. A l'image de la dynamique Chilienne dans laquelle la contestation féministe a été motrice dans le processus constituant paritaire ambitionnant de mettre fin au néo-libéralisme, il s'agit de sortir de cette approche considérant d'un côté l'organisation politique et de l'autre les luttes. Il faut au contraire construire une articulation permanente entre ces différents niveaux pour qu'ils s'auto-alimentent, se nourrissent par l'auto-organisation à la base.

● Fanny Gallot

Gilets jaunes : faire son miel d'un mouvement populaire

Lorsque les exploités se mettent en mouvement, ils et elles apportent des réponses aux questions dont nous discutons à longueur de contributions. De la Commune de Paris à Mai 68, les soulèvements populaires ont, à chaque fois, inventé des nouvelles modalités d'insubordination à l'ordre social existant et posé la possibilité de nouvelles formes d'organisation sociale. Le mouvement des Gilets jaunes a lui aussi apporté son écot. Citons deux problématiques parmi d'autres.

1/ Fragmentation / unification

Le salariat est fragmenté par les modalités des rapports d'exploitation. Plus, une partie du camp social des dominés se trouve à l'extérieur des centres de production ou à sa périphérie. L'usine ou le bureau ne sont plus les lieux uniques où se trouvent les exploités, ce qui complique les modes d'unification sociale de ses différentes strates à travers un projet commun. Les ronds-points ont rassemblé des salarié-es, des chômeu-es, des auto-entrepreneu-es, des retraité-es, des intérimaires... la liste n'est pas exhaustive. Dans une ambiance souvent chaleureuse, ils et elles ont réunis les différentes couches du « prolétariat » autour d'aspirations communes qui au fil des jours se formulaient

dans des revendications démocratiques radicales et posaient même la question du pouvoir. La construction d'un bloc social populaire nécessite donc la création de lieux qui ne peuvent plus être seulement l'entreprise occupée. Les mouvements des places est à ce titre significatif d'Occupy Wall Street à la place Tahrir en Égypte en passant par Nuit debout auxquels il faut ajouter désormais les ronds-points des Gilets jaunes comme expérience d'unification sociale. Une conclusion provisoire est que pour exister un mouvement populaire doit disposer de son espace propre (matériel et symbolique) où il trouve les moyens de construire un bloc populaire. Et ces lieux ne seront plus seulement à l'avenir l'usine occupée.

2/ Verticalité / démocratie

La revendication démocratique a été au centre du mouvement. Le RIC a été l'expression d'une volonté de vouloir faire dérailler l'État et ses formes de représentation parlementaire. 150 ans après la Commune de Paris, la question de la révocabilité des élus, de tout représentant est redevenue une exigence partagée. Avec les ronds-points, un nouveau sujet politique et social était en voie de constitution qui affirmait sa légitime souveraineté et son aspiration à auto-gouvernement populaire. Il s'était doté de sa marque de fabrique, de ses espaces de délibération et de décision, il agissait selon ses propres modalités et imposait son propre rythme. Comment formuler des besoins sociaux communs, leur donner une légitimité sociale ont été des questions qui ont travaillé le mouvement. Celui-ci a refusé toute forme de représentation, mais chemin faisant, il a cherché, au moins dans certains de ses secteurs, à trouver une incarnation collective non verticale (l'assemblée des assemblées). Les voies empruntées, les modes de débat et d'organisation ont pu dérouter. Mais ces moments ont indiqué en pointillé un renouveau d'une pensée et d'une pratique radicales.

Reprendre les fils entremêlés de ces problématiques est nécessaire pour la gauche de transformation sociale, même si ce travail bouscule nos habitudes idéologiques passées.

● Patrick Le Tréhondat



Marche pour le futur, Paris 9 avril 2022 ©Frédérique Le Brun



Marche pour le futur, Paris 9 avril 2022 ©Frédérique Le Brun



Marche pour le futur, Paris 9 avril 2022 ©Frédérique Le Brun



Où faire pousser les germes ? Considérations sur l'unification syndicale

Le dossier du mois traite des possibles germes d'une renaissance de la gauche. Mais de quelle gauche parle-t-on ? S'agit-il de croire à la dixième tentative social-démocrate dont l'objectif premier demeure de gagner les prochaines élections dans le cadre institutionnel actuel ? Ou parle-t-on de la gauche sociale, de la gauche qui agit directement dans les entreprises et les services, de la gauche qui est au cœur des grèves de travailleurs et travailleuses sans-papiers, de la gauche qui participe à l'auto-organisation de territoires, donc de cette gauche qui, elle-même, ne se définit pas forcément par ce terme ?

Et si l'espoir venait du mouvement syndical ? Du congrès de l'Union syndicale Solidaires à celui de la FSU, en passant par les déclarations du secrétaire général de la CGT, la question de l'unification syndicale est régulièrement pointée, comme jamais depuis bien longtemps. Dans quelques secteurs, par exemple celui de l'éducation, elle se traduit par des travaux fédéraux communs concrets. Bien des écueils sont à éviter. Le premier

risque est de circonscrire ces discussions aux équipes militantes nationales. Ce serait faire preuve de naïveté, que de penser que l'aspiration à l'unité syndicale, à l'unification du syndicalisme de luttes, est discutée aujourd'hui dans de nombreuses sections syndicales. On s'y réfère et/ou on l'appelle de ses vœux, mais concrètement ?

C'est à cela qu'il faut travailler sans tarder : l'unification comment ? Quiconque prétend l'organiser par le ralliement à son organisation actuellement existante décide, en réalité, de ne pas la rendre possible. Comme le firent certaines fédérations CGT et CGTU avant la réunification confédérale de mars 1936, sans doute faut-il d'abord inventer un fonctionnement novateur ; par exemple, par la création de nouveaux syndicats unitaires, unifiés, tout en laissant fonctionner quelques temps les actuelles structures CGT, FSU, Solidaires, CNT-SO, etc., avec en première étape une double appartenance possible, le temps que la confiance s'installe à travers la pratique quotidienne. Mais s'unifier pour uniquement additionner ses faiblesses serait, de fait, renoncer à peser plus fort dans le

rapport de force, ne guère avancer vers l'émancipation sociale. Au-delà de l'unification se pose la question des pratiques, des contours du syndicalisme. Pour donner du souffle à la démarche vers l'unification, celle-ci doit être couplée à de profonds bouleversements : une vraie priorité aux collectifs syndicaux interprofessionnels locaux, la prise en compte des mouvements sociaux au sein du syndicalisme, l'ouverture vers l'ensemble des travailleuses et des travailleurs y compris celles et ceux aujourd'hui en marge du salariat ; voilà trois axes forts.

Mais quel rapport avec la Gauche ? Presqu'aucun, s'il s'agit de ne parler que des groupes en compétition pour les prochaines échéances électorales propres à la démocratie bourgeoise, massivement déconsidérée et qui n'a jamais eu pour horizon l'autogestion, l'autonomie de la classe sociale des productrices et producteurs. Au contraire, le rapport est direct si le propos est de savoir comment (re)construire le chemin vers l'émancipation sociale.

● Christian Mahieux

Du côté des urnes

Les élections présidentielles 2022, au premier comme au deuxième tour ont été marquées par un fort taux d'abstention. Au 1^{er} tour près de 13 millions de personnes ont boudé les urnes 26% soit 4 points de plus qu'en 2017. Pour le 2^{ème} tour c'est pratiquement 34% d'électeurs et électrices qui, soit ne se sont pas déplacé.e.s ou ont voté blanc ou nul. Ces chiffres loin de prouver un désintérêt pour la politique montre que des millions de français.e.s ne croient plus au système électoral pour changer leur vie. Cela mériterait bien sûr une analyse plus approfondie car l'abstention est forte dans les campagnes avec un regain de vote pour l'extrême-droite et aussi dans les banlieues ouvrières.

Ces élections ont aussi été marquées par une recomposition politique autour de 3 pôles à peu près équivalents : la droite, l'extrême-droite nationaliste et xénophobe et la gauche (LFI, PC, EELV, NPA, LO et PS) chaque pôle autour de 32%..

Les 22% réalisés par Jean Luc Mélenchon sont inespérés et conforte l'idée qu'en France un électoral proche de la radicalité politique existe et rejette à la fois la politique mise en œuvre par Macron et l'extrême-droite xénophobe. Ils/elles placent J-L Mélenchon en leader de la gauche de transformation, les

autres partis faisant moins de 5%. Une partie de la jeunesse et des quartiers populaires s'est déplacée, signe d'un regain d'engagement électoral. L'atout de Mélenchon est d'avoir permis à une partie de la gauche de se mobiliser et de retrouver de l'espérance en l'avenir. La France Insoumise s'ancre durablement sur tout le territoire et plus particulièrement dans les grands centres urbains et prend la place électorale qu'occupait jadis le PCF. La question se pose maintenant de savoir comment la FI va négocier avec ses alliés potentiels pour les législatives : imposer sa toute-puissance au risque de perdre ou « arrondir les angles » pour créer une véritable dynamique populaire qui imposerait d'autres choix au président nouvellement élu. La politique en sortirait grandie et éviterait au PCF d'aller à Canossa.

Les finalistes du 1^{er} tour

Macron, 41% des plus de 70 ans lui ont accordé leur voix, contre 13% à Marine Le Pen. Le sortant remporte 35% des voix des cadres, 28% des professions intermédiaires. 35% de ses électeurs touchent plus de 3000€ net mensuels. 53% d'entre eux sont issus de milieux aisés ou privilégiés.

E.M. rassemble 39% des électeurs de François Fillon au 1^{er} tour de la présidentielle 2017. Les électeurs de M.L-P : 69% ont placé le pouvoir d'achat, avant l'immigration (55%). Ils ont les revenus

les plus bas : 31% des votants MLP touchent moins de 1250 euros net par mois. 30% d'entre eux bouclent à peine le budget. 36% sont des employés, 36% des ouvriers. L'électorat M.L-P est peu diplômé, (35% n'ont pas le baccalauréat), jeune (26% ont moins de 25 ans). C'est cependant dans la tranche des 35-59 ans que M.L-P arrive en tête (58%) parmi tous les candidats.

Ces résultats sont dans le cadre de la 5^{ème} République, le succès des forces capitalistes néolibérales. Macron casse simultanément l'école, la santé, la retraite. Il orchestre ce qui pourrait s'apparenter à un racisme d'état. M.L-P ne bouge pas un cil contre l'appauvrissement, la fragilisation des parcours de vie, l'extrême précarisation du travail.

PC et PS sont démonétisés, les Verts sont sourds aux aspirations populaires. Le pouvoir macroniste semble légitimé puisqu'il rassemble toutes les forces politiques qui font de lui leur bouclier « anti fasciste ».

Bouclier « antifasciste » ? Quid de l'épisode Zemmour si ce n'est que son installation puis son gonflement médiatique ont relooké Marine Le Pen et parachevé la « dédramatisation » du RN, et installe la possibilité d'un moment fasciste.

Restait alors à sommer les couches populaires de déposer dans l'urne un bulletin Macron-rempart.

● Catherine Destom Bottin
Daniel Rome

Ukraine

Voilà maintenant plus de deux mois que dure la guerre en Ukraine. Les dégâts sont considérables en vies humaines, en désastres écologiques et sociaux. Accueil des réfugiés, soutien au peuple et à la résistance ukrainienne, aux mouvements antiguerres en Russie et Biélorussie, des initiatives sont prises.

Mais les négociations sont au point mort. Poutine continue sa sale guerre. Les politiques de réarmement reprennent de plus belle. Une nouvelle fois, la perspective d'un monde de justice et de paix s'éloigne. Que faire ?

Pierre Villard et Christian Mahieux apportent chacun leurs réponses.

Soutien à la résistance ukrainienne

L'invasion du territoire ukrainien par l'armée russe a déclenché la guerre qui dure depuis fin février dans l'est de l'Europe. Comme toujours, la paix est l'objectif affiché par toutes et tous : celles et ceux qui résistent sous les bombes et les tirs d'artillerie, celles et ceux qui désobéissent aux ordres assassins ou les dénoncent, mais aussi les auteurs de guerre. Réclamer la paix, oui bien sûr ! Mais laquelle, dans quelles conditions ? Dans le cas présent, sauf à considérer qu'État agresseur et population agressée sont à traiter également, une paix juste durable passe par le retrait des troupes russes des territoires qu'elles occupent. Pour y contribuer à notre modeste échelle, il faut donc soutenir la résistance ukrainienne. Sous quelle forme ? C'est aux personnes qui résistent en Ukraine de nous le dire, pas à nous de décider. Pour cela, il y a des choses assez simples à faire : par exemple que les syndicalistes contactent les syndicalistes d'Ukraine, que les maisons d'édition militantes contactent des maisons militantes en Ukraine. Les syndicalistes pourront alors organiser des solidarités entre secteurs professionnels, des convois solidaires vers l'Ukraine, comme celui du Réseau syndical international de solidarité et de luttes fin avril/début mai ou de l'intersyndicale française prévu fin mai. Les maisons d'édition pourront mettre à disposition leur réseau en France pour faire connaître les publications ukrainiennes, à l'image du soutien des éditions Syllepse aux éditions Meduza¹. Bien évidemment, comme il n'y a pas que le syndicalisme et l'édition dans la vie,

on peut (on doit) en faire autant pour d'autres activités. Une chose est sûre : agir vraiment pour la paix (et non pour entériner une victoire de l'État russe après l'agression qu'il a déclenché) suppose de répondre, selon nos moyens, aux demandes de la résistance ukrainienne. Le soutien aux dissident-es russes et biélorusses s'intègre à cela ; par exemple les appels à la libération des syndicalistes du Belarus ou celui en solidarité avec les déserteurs de l'armée russe².

Tout cela n'est pas contradictoire avec le fait de considérer que, sur un plan général, pour la paix dans le monde, les solutions ne viendront pas de l'augmentation des budgets militaires des États ni de la fabrication d'armes nucléaires. Au contraire, il faut aller vers un désarmement généralisé. L'exigence historique de dissolution des blocs militaires demeurent : nous disions Non au Pacte de Varsovie et à l'OTAN. Nous disons non à l'OTAN et au CSTO ! Le rôle de l'impérialisme russe dans la guerre menée aujourd'hui en Ukraine (et ailleurs dans le monde auparavant) ne nous fait pas oublier celui d'autres impérialismes, dans d'autres guerres, d'autres attaques envers des peuples. A commencer par l'impérialisme américain que nous avons dénoncé à de très nombreuses reprises et que nous continuerons de combattre.

● **Christian Mahieux**

². Voir ici : <https://ceriseslacooperative.info/2022/05/06/nous-soutenons-les-refractaires-a-larmee-russe/>

Les conditions d'une paix durable

La guerre en Ukraine ne vient pas de nulle part. On peut passer des heures à chercher des explications et des responsables, à analyser le contexte historique ; cela ne suffira pas pour autant à sortir du conflit. Cependant, peut-on ne pas prendre en considération la diversité des éléments de contexte et agir sur chacun d'entre eux pour qu'une solution pacifique durable voit le jour.

Force est de constater que les conditions ne sont pas actuellement réunies pour prendre cette direction et que ce sont les vieilles solutions militaires, sécuritaires, dominatrices, qui sont à l'œuvre et réduisent les perspectives d'emprunter les chemins de la paix.

Le résultat immédiat est la poursuite des opérations militaires, avec leurs corollaires de morts, de destructions, de vies brisées, de déplacement de population, d'affaiblissement des potentiels économiques, culturels, sportifs. A cela, il faut rajouter le risque très important d'un embrasement généralisé du conflit avec la menace d'utilisation d'armes de destruction massive. Cette situation vient nous rappeler que « la guerre n'est pas un jeu ». Cela confirme qu'à force de préparer la guerre, on finit par la faire. Cela rappelle amèrement que la guerre existe et qu'elle n'entraîne rien de positif pour les populations civiles. Cela confirme également qu'il y a bien des auteurs de guerres et des profiteurs de malheurs. Cela remet dans les consciences que les hommes ont inventé des armes effroyables de destruction et que l'action pour leur élimination est la seule manière de s'en prémunir.

Le contexte de 2022 n'est cependant pas celui de 1914, de 1936, de 1939, de 1991. Le monde change et avec lui changent à la fois les attentes, les outils institutionnels et les mécanismes internationaux. Sortir de la situation de blocage actuel nécessite donc sans doute de se sortir des modes anciens de pensées qui font systématiquement référence à des notions de clans, de blocs, de bons et de méchants.

Le conflit actuel est bien consécutif à l'agression de la Russie et la priorité demeure bien l'arrêt des bombardements et le retrait des troupes russes des territoires ukrainiens. En rester là serait une manière de laisser couler le feu au lieu de l'éteindre. En effet, comme dans toute situation complexe nous avons besoin de prendre en compte toutes les problématiques et nous avons besoin d'agir sur de nombreux curseurs. Et les évidences n'en sont pas toutes ; comme celles de fournir des armes à l'agressé pour se défendre.

Ce conflit peut potentiellement engager de nombreux protagonistes. Il est donc important que tous ces acteurs soient partie-prenante de la solution, et que l'ensemble des craintes et accusations des uns et des autres soient sur la table. C'est pour cela que seule une agora indépendante est possible. Il en existe deux : l'ONU (Organisation des Nations Unies) et l'OSCE (Organisation pour la Sécurité Commune en Europe). L'OTAN n'en fait bien entendu pas partie. En effet, l'OTAN est une partie du problème. Réduite à une trentaine d'états, l'OTAN est une petite alliance politique et militaire partisane dont les visées sont clairement opposées à celles de la Russie. L'OSCE de son côté n'a pas de visée politique. C'est une structure de dialogue vouée à la sécurité commune dans laquelle se retrouve l'Ukraine, la Russie, les États-Unis, ..., au total près de 60 états qui ont tous des intérêts dans l'arrêt de ce conflit et peuvent prendre chacun et communément des engagements pour construire les conditions de la sécurité de tous.

Au-delà de la nécessaire solidarité avec les victimes et les acteurs de paix, les conditions d'une paix durable passent par la prise en main de l'avenir par l'ONU et l'OSCE. C'est à cela que la France doit s'atteler.

● **Pierre Villard**

Militant du Mouvement de la Paix



Arcane

Le monde des séries est longtemps un espace inouï de créativité, de liberté d'expression et malgré une course sans fin au profit (le productivisme est rarement l'allié de la qualité...) un lieu idéal pour observer notre réalité en mouvement. Arcane est un exemple stimulant. C'est une série d'animation produite par Riot Games mais réalisée avec une rigueur rare par les studios français Fortiche. L'intrigue se déroule à partir de l'univers du célèbre jeu vidéo League of Legends. L'histoire a lieu à Piltover et Zaun. Piltover constituant la partie supérieure et riche de la cité et Zaun ses souterrains insalubres, dont la population souffre de la pauvreté. Au fil des épisodes, on suit le destin de deux sœurs fracassées par la violence d'un monde qui tombe et, parallèlement, les lieux de pouvoirs aux prises avec des décisions historiques. L'enjeu central des controverses s'articule autour de la place de la science dans l'action politique. Le doute, l'identité de classe, mais aussi le courage et l'importance de la justice, sont autant de portes d'entrées dans ce récit fantastique captivant. La création musicale d'Imagine Dragons et l'esthétique soignée de la série ont sans doute contribué à en faire un succès mondial. Une belle découverte.

● Laurent Eyraud-Chaume

Arcane, série d'animation, Netflix, 9 épisodes.

Campagne

La nouvelle création de la compagnie **Cassandra met les pieds dans le plat de notre "démocratie représentative".** Après avoir décortiqué la montée de la fièvre autoritaire dans "Taïga", Sébastien Valignat, metteur en scène, raconte, de l'intime au structurel, combien notre système institutionnel n'a presque plus rien d'une démocratie. Tout s'articule autour d'un repas de famille à la veille du premier tour, puis à la veille du second tour de l'élection présidentielle de 2022. Cette écriture de l'hyper-actualité est d'une finesse inouïe. Chaque personnage tire les échanges vers le haut et si tout se discute autour d'une fin de repas arrosé, on passe du rire au tragique pour mieux penser combien notre liberté de bulletin de vote (ou d'abstention) est une liberté conditionnée. Cette "campagne", bien plus jubilatoire que celle que nous venons de traverser, nous transporte dans la tête de François Hollande, lors du procès de "France" ou encore à chaque second tour depuis 1965. On rit bien sûr de notre histoire commune mais on découvre surtout combien ce scrutin personnifie et éloigne toute pensée politique de ce qui devrait être un espace de démocratie. Un spectacle à découvrir d'urgence.

● Laurent Eyraud-Chaume

"Campagne", un spectacle de la compagnie **Cassandra**, mis en scène par Sébastien Valignat.

Connemara

Nicolas Mathieu raconte ici avec talent l'adolescence, la crise de la quarantaine, les rurbains.es et la périphérie provinciale, les cabinets conseils. Il saisit des bribes de vie, premiers émois ou scènes de sexe, le vieillissement, le délaissement...

Au fond rien que du commun, du banal, dirait l'un, mais présenté au plus vivant, dirait l'autre. Il en est de ce roman comme de quelques œuvres descriptives, emblématiques et/ou révélatrices de leur temps, synthèses d'une époque et de tranches de vie.

Les rapports entre genres, la domination au sein des (ex) familles, la politique, la perversion managériale autant que les apparences et les comptes en banque y sont écrits d'une façon simple mais pleine d'humanité. L'auteur se révèle comme un analyste très fin de la société. Son style est magnifique et produit un livre splendide, une fresque sociale et politique qui parle des choses de la vie. Du temps d'aujourd'hui.

● Patrick Vassallo

Connemara, Nicolas Mathieu, Actes Sud, 2022, 400 pages, 22 euros

En corps

Ce film dit aussi la douleur d'une danseuse face à un accident, les suites annoncées irrémédiables, le courage d'y faire face. Il dit le rapport au père, les affres d'un milieu gangrené par l'individualisme, les conceptions libérales, la concurrence, et son rapport au(x) corps. Il dit la métastase des inégalités, violentes parfois, bien loin de la grâce du ballet. Sous le spectacle, quelles maltraitements ?

Il dit aussi une forme d'émancipation ; mais bien plus encore Cédric Klapisch nous parle de l'intégralité de la danse, la façon dont elle insémine et exprime les nervures de la vie.

Du classique au contemporain, c'est une tranche de vie qui se joue autrement. De Paris à la Bretagne, c'est un parcours de libérations qui s'ébauche.

Ce film offre ici une œuvre très politique où c'est moins la malléole de la danseuse que le corps social qui défaille.

On pourra trouver que ce nouvel élan constitue une allégorie qui nous parle bien au-delà de la danseuse et de la compagnie, ou de la propriétaire (Muriel Robin) d'un manoir dédié à une liberté et une grâce qu'elle n'a plus.

Klapisch nous offre par cette œuvre un instant de beauté, plein de ces blessures intimes, parfois anciennes, que n'apurent pas les larmes.

● Patrick Vassallo

En corps, Cédric Klapisch, France, 2022, 1h58 sortie nationale en avril

Le Réveil

Ou manipulation des esprits mode d'emploi.

Vous connaissez l'histoire de la grenouille dans une eau à 20 egrés, puis à

30, c'est agréable, à 50 ça l'est moins, à 100 elle est cuite. La grenouille c'est nous, l'eau, notre environnement. 2 amis, un Français, crédule, qui s'adapte à tout au nom de l'intérêt général et un Grec, critique, qui cherche pourquoi son ami change. Le livre nous décrit le travail de manipulation fait sur l'inconscient par des scientifiques (ils sont réels) et nous dit qu'à la mondialisation capitaliste correspond une mondialisation de l'intox. Elle sape les capacités de raisonnement en travaillant l'émotion, les affects, la peur.

Au nom de la guerre à la mort et sous prétexte de protéger, le Président accoutume à la soumission et à l'abandon de toute résistance. Ceux qui résistent sont mis à l'index, traités de « complotistes ».

On ne peut que penser à notre vécu : le trop long confinement qui isole, les auto-autorisations absurdes de déplacement préparant les esprits au Pass sanitaire qui crée des boucs émissaires. L'auteur remplace le ressassement des menaces du covid et de la guerre par celui des accidents de voiture et de l'excès de sucre. Toutes ces peurs répétées en boucles par les médias créent un sentiment d'impuissance. De fil en aiguille le Français accepte tout, y compris l'injection de puces de surveillance (déjà en expérimentation en Angleterre) la surveillance du faciès (déjà en Chine).

Le décalage romanesque rend l'alerte plus puissante.

● Pierre Zarka

Le Réveil, Laurent Gounelle, Éditions Calmann Lévy, Février 2022, 198 pages, 15 euros

Une brève histoire mondiale de la Gauche

La Gauche serait-elle en train de vivre les derniers soubresauts de sa fin ? L'auteur nous invite à une étude approfondie de ce qui a construit tout au long des derniers siècles sa matrice originelle. Il revisite Rousseau et le concept d'égalité qui a forgé la Gauche depuis la révolution française. Il met en lumière les grands penseurs comme Marx, Engels, Proudhon, Bakounine. Le livre interroge les contradictions de cette Gauche qui au XIX^{ème} siècle a justifié l'expansion coloniale « comment le camp de la Gauche a-t-il réagi face à l'élan de conquêtes du « monde bourgeois blanc » ? Comment s'est-il accommodé d'une vision du monde fondée sur l'égalité universelle avec l'exploitation brutale de millions « d'indigènes » dans les colonies » ?

L'auteur amène le lecteur à se questionner sur les enjeux contemporains. Des pistes de réponses sont évoquées mais en mobilisant nos propres réflexions et c'est tout l'intérêt de ce livre : pas du prêt-à-penser mais tâtonner dans l'obscurité pour trouver où se trouve la clé qui ouvrira la porte de l'avenir.

Un livre très fécond sur le plan intellectuel et très stimulant pour nos réflexions et actions communes. Nous ne pouvons que vous le recommander...

● Daniel Rome

Une brève histoire mondiale de la Gauche, Shlomo Sand, Éditions La découverte, Janvier 2022, 308 pages, 20€uros

Guillevic ne nous a pas quittés

Saint-Jean Brévelay, c'est dans cette petite commune de 2800 habitants que le Printemps des poètes a choisi d'évoquer Guillevic, disparu il y a 25 ans cette année. Guillevic y passa une grande partie de son enfance. L'affaire a mobilisé le collège Guillevic mais aussi les deux autres établissements publics de la commune.

Parmi les intervenants, Francis Combes, poète éditeur, ami de Guillevic qui prit sa part dans la création des éditions « le Temps des Cerises ». Francis Combes a évoqué, « Vivre en poésie » un ouvrage majeur de Guillevic. Et de faire partager comment cet ouvrage est « sans doute le plus beau livre sur ce qu'est la poésie, ce qu'est le métier de poète, ce qu'est l'acte de poésie ». Et de rappeler qu'on a souvent comparé Guillevic et Francis Ponge. Ils furent deux figures de ce qu'on a appelé la poésie matérialiste, un courant qui s'est affirmé dans la poésie française après-guerre, après la résistance. Ils étaient en rupture avec le grand saut dans l'imaginaire, parfois le merveilleux, qu'avait été le surréalisme. Ces deux poètes avaient été marqués par l'épreuve du fascisme, de la guerre, de l'horreur, de la résistance, et ont emprunté un chemin différent de leurs aînés. C'est d'ailleurs au plus noir de ce temps, en 1942, que Guillevic choisit de devenir communiste.

En quelque sorte, dans « Vivre en poésie ou l'épopée du réel » Guillevic s'explique : « c'est cela que j'appellerais vivre en poésie : prolonger le réel non pas par du fantastique, du merveilleux, des images paradisiaques, mais en essayant de vivre le concret dans sa vraie dimension, vivre le quotidien dans ce que l'on peut appeler – peut-être – l'épopée du réel ». Et d'ajouter plus loin : « la poésie c'est ce qui permet de tenir. Je crois que pour une part importante, le suicide témoigne de la perte en soi-même de la poésie ».

Voici la force de Guillevic, de nous évoquer cette musique profane a cappella qui exprime tous les sentiments, les plus intenses comme les plus légers, et qui nous fait toucher du tympan, du cerveau, et des frissons entre les omoplates, ce que c'est qu'être humain/e.

« La poésie, c'est la sensation de nos rapports avec les choses les plus humbles comme les plus grandes, sensation qui fait de la vie un perpétuel madrigal de Monteverdi ».

● Catherine Bottin-Destom

Comment choisir un poème de Guillevic, ils sont souvent si courts et si longs en bouche. En ce temps où il s'agit de penser et de ne pas applaudir aux huées imbéciles, peut-être que « Berceuse pour Adultes » est recommandé.

A coups de métal,	A coups d'embrassades,	A coups d'escalier,
A coups de vautour,	A coups de cresson,	A coups d'orphéon,
A coups d'océan,	A coups de presseur,	A coups d'horizon,
A coups d'édredon,	A coups d'églantine,	Dors et fais tes rêves.

Eugène Guillevic est né le 5 août 1907 dans la commune de Carnac dans le Morbihan. Il est parmi les poètes français l'un des grands, des plus connus de la seconde moitié du 20^{ème} siècle. Sa poésie est traduite dans plus de quarante langues et soixante pays. Il est décédé à son domicile, le 19 mars 1997 à Paris. Ses cendres ont été dispersées au gré des vents d'une lande néolithique de Carnac, en Morbihan.



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, Patrick Vassallo, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le [Manifeste](#), nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
<https://ceriseslacooperative.info/>